

CIBLE

Braquage

Si Nicolas Sarkozy croit vraiment qu'il va réformer le capitalisme financier en compagnie de Barack Obama, il s'abuse et nous paie de mots. Aux États-Unis, la stratégie économique et financière de celui qui était présenté comme le sauveur suprême fait l'objet de vives critiques de la part d'éminents économistes américains – libéraux et keynésiens.

Peu connu en France, le professeur John Bellamy Foster explique dans un livre consacré à *La grande crise financière* que l'État américain a pour priorité le sauvetage du système financier. Dans ce but, les autorités sont en train d'opérer un énorme transfert des richesses des contribuables vers les banques afin de les recapitaliser et de relancer la mécanique de la spéculation à tout va. Joseph Stiglitz, l'ancien numéro 2 de la Banque mondiale, dénonce quant à lui le « *braquage du peuple américain* » commis sous l'égide de Barack Obama.

Malgré les rodomontades anticapitalistes de Nicolas Sarkozy, il semble bien que le peuple français soit en ce moment la victime d'un semblable braquage. Plutôt que de créer les conditions d'une nouvelle crise avant que celle que nous subissons soit terminée, il faut nationaliser le système français du crédit.

HISTOIRE & ACTUALITÉ

Visages de la révolution

Syndicats

**Quelle
stratégie ?**

p. 4

Idées

**Jean-Pierre
Dupuy**

p. 9

Serge Ravel

Polytechnicien à 21 ans, colonel des Forces françaises de l'Intérieur trois ans plus tard, chef national des Groupes francs des MUR (Mouvements Unis de la Résistance), libérateur de Toulouse, Compagnon de la Libération, Serge Ravel est mort le 27 avril à l'âge de 89 ans. Bertrand Renouvin lui rend hommage.

Le nom de Ravel est inscrit dans mes plus vieux souvenirs. Je ne peux dire mes plus chers souvenirs car ma mère, résistante, membre de *Combat*, évoquait souvent l'homme qui, après l'arrestation de mon père, lui avait succédé à la tête des Groupes francs. Mais c'était toujours avec sévérité car cette gaulliste de droite affirmait que Serge Ravel était « communiste » et l'avait « caché » aux chefs de *Combat*. C'est ainsi que j'ai appris très jeune les soupçons et les rivalités qui existaient au sein de la Résistance et que certains se plaisent à souligner aujourd'hui. Les historiens ont depuis longtemps fait justice de la légende d'un Ravel qui aurait été le chef de la République rouge de Toulouse...

Quand Jean-Pierre Vernant m'a présenté à Serge Ravel lors d'une réception au ministère de la Culture, nous

étions je crois aussi émus l'un que l'autre et j'avais été frappé par le sourire et la vitalité de ce sexagénaire aussi jeune, aussi fougueux, que le libérateur de Toulouse.

Il n'était pas de ces anciens combattants qui ne cessent de revivre leurs aventures militaires. De la Résistance et de la période de la Libération, nous ne parlions guère. Il respectait notre fidélité à l'œuvre du général de Gaulle. Lecteur de ses ouvrages (1), je n'ignorais rien de la froideur calculée dont le général de Gaulle avait fait preuve lorsque le colonel Ravel et ses hommes l'accueillirent dans Toulouse libérée... Nous ne revenions pas sur le passé parce que Serge Ravel restait à tous égards un homme d'action, passionné par son époque et engagé selon ses convictions de toujours. J'ai eu le bonheur de le retrouver au *Pôle républicain* et nous avons participé ensemble à la campagne de Jean-Pierre

Chevènement. Un soir, avec bien d'autres camarades gaullistes, communistes et royalistes, nous avons pris l'avion pour Toulouse où notre candidat tenait réunion. A l'arrivée, je lui ai simplement dit : « Alors, on revient à Toulouse ? ». Il m'a pris le bras en riant mais nous savions tous deux que dans cette phrase anodine et ce geste banal, il y avait le discret symbole d'une fraternité entre le Résistant et le fils de Compagnon que la dureté de l'époque et l'espérance commune venaient encore renforcer.

Par la suite, je lui rendis visite – trop rarement. Il me recevait en compagnie de sa femme et nous passions tous trois une heure ou deux à discuter de l'actualité. Abonné à *Royaliste*, il trouvait sans doute, comme Lucie Aubrac, que nous faisions de *drôles de royalistes*. Mais nous partageons les mêmes analyses et nous attendions avec la même impatience la rupture politique

décisive qui ne s'est pas encore produite. La célèbre formule qui figurait sous le titre du journal *Combat*, « *De la Résistance à la Révolution* », n'était pas pour nous un glorieux souvenir historique mais un mot d'ordre à traduire aussi vite que possible dans les actes. Son amitié me montrait que nous étions sur la bonne voie ; elle nous encourageait à faire vivre les valeurs de la Résistance que Serge Ravel, Lucie Aubrac, Frédéric Grendel et tant d'autres Français libres nous avaient transmises.

Celles et ceux de la Résistance disparaissent tour à tour. Pour nous, pour d'autres mouvements et d'autres associations, la charge de la transmission se fait chaque année plus lourde. Tandis que les historiens font librement leur métier, nous avons à faire vivre la Résistance selon l'esprit et selon cet « *esprit de résistance* » que Serge Ravel a incarné jusqu'au bout de sa vie. « *Pendant longtemps la France a été une référence dans le monde. En particulier à l'époque du gaullisme. Il serait dommage qu'elle ne devienne qu'une nation perdue dans l'anonymat* » écrivait-il en conclusion de son premier livre.

Que madame Ravel sache que nous lui resterons à jamais fidèles, pour que la patrie ne se perde pas.

Bertrand RENOUVIN

(1) Serge Ravel, *L'esprit de résistance*, Seuil, 1995, prix franco : 23,50 €. Voir *Royaliste* n° 652.

[Achat immédiat](#)

Serge Ravel, *Les valeurs de la Résistance*, Privat, 2004, prix franco : 25 €. Voir *Royaliste* n° 849.

[Achat immédiat](#)

royaliste
BILAN - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Serge Ravel - p.3 : Dilater la délation - Chacun chez soi - p.4 : CGT et CFDT mènent la danse - p.5 : Trop près des États-Unis - p.6/7 : Des révolutions créatrices - p.8 : Capétiens - Compte à rebours - p.9 : Si la catastrophe est sûre... - p.10 : Victoires françaises méconnues - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le traité qui ne passe pas.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Dilater la délation

Notre directeur a chargé le colonel Sponz d'une mission d'intelligence économique. Il semble que l'esprit du chef de nos services secrets ait été troublé par le ratafia, bu sans mesure en compagnie d'un adhérent de l'UMP qui a retourné comme une crêpe notre éminent ami.

Après une nuit en cellule de dégrisement et toute honte bue, je publie la note rédigée en état d'ivresse à l'intention de l'Élysée :

Baignant dans la **pensée universelle française** (ainsi parle Luc Chatel) qui se manifeste à nouveau depuis mai 2007, je suis désormais persuadé que la crise sera terminée en 2010 afin de permettre à Mon Président de se consacrer entièrement à sa triomphale réélection en 2012. Pour préparer le terrain, je propose de renforcer le plan d'intimidation du gouvernement (affaire Julien Coupat) et de mettre en œuvre le système de délation expérimenté à TF 1 (un cadre hostile à la loi Hadopi viré après intervention du cabinet de Christine Albanel) afin d'éliminer les officines de désinformation économique et les agents de subversion :

1) Dynamitage de l'immeuble de la Commission européenne. Nid de vipères anti-sarkozyste, elle prévoit un recul de 3 % de notre PIB en 2009 et de 0,2 % en 2010, une forte progression du chômage (+ 9,6 en 2009, + 10,7 en 2010). Ce qui laisse supposer que la situation ne sera pas rétablie en 2012.

2) Traiter au cocktail Molotov les locaux de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) qui affirme dans un rapport en date du 20 avril que « *en 2009, l'économie française devrait connaître sa plus forte récession depuis les années 30* » et

qu'on ne saurait « *parler de reprise* » en 2010. La perte de 800 000 emplois est annoncée. Ces déclarations constituent des actes de sabotages caractérisés. Je préconise l'arrestation de l'ensemble du personnel de l'OFCE et son internement administratif à Saint-Pierre et Miquelon.

3) Arrestation des hooligans qui ont jeté des œufs sur les actionnaires du groupe Pinault sous le prétexte futile que le roi du luxe (traité par ses salariés de *voyou* et de *sale escroc*) a décidé de supprimer 800 emplois à Conforama, 672 emplois à La Redoute et 400 emplois à la FNAC. Les faire condamner pour violence en réunion et participation à une entreprise terroriste.

4) Interdiction des ouvrages de Sapir (Jacques) Todd (Emmanuel et David), Gréau (Jean-Luc), autodafé sur la place Vendôme (Johnny Hallyday allumera le feu) et déportation en Guyane des coupables et de leurs complices, tous couverts de chaînes.

5) Plonger 183 fois Jean-Claude Trichet dans un tonneau de bière allemande pour qu'il renonce aux mesures *non conventionnelles* (= hétérodoxes, non libérales, donc communistes) qui visent à soutenir l'économie par voie d'achat d'obligations.

6) Tout lecteur de Keynes doit être dénoncé à la police comme complice d'une atteinte à la sûreté de l'État.

Colonel SPONZ

Chacun chez soi

Chacun chez soi, chacun pour soi : les grands partis politiques continuent de pratiquer aux moindres frais la gestion de leur patrimoine électoral et les petites formations tentent de s'en constituer un sans se donner d'autres objectifs.

Les élections européennes ennuiant les électeurs, les grands partis et les gens de médias. Dans la population, nul n'ignore que rien ne changera après le 7 juin. Au sein de l'oligarchie, on sait ou on devine que l'Europe du marché unique et des traités ultérieurs est moribonde. On est dans le jeu des élections parce qu'il le faut bien, mais aux moindres frais - juste assez pour entretenir son patrimoine électoral en vue des grandes échéances nationales. Le partage du marché ne sera pas remis en cause : à la droite le pouvoir central, à la gauche la plus grosse part des collectivités territoriales. Deux personnages troublent le jeu parce qu'ils ne veulent pas connaître le *Yalta* des principaux oligarques : Ségolène Royal, qui veut vraiment conquérir l'Élysée à la différence des autres chefs de son parti ; François Bayrou qui voudrait être le recours des anti-sarkozystes de droite et de la gauche social-démocrate.

Hors de l'oligarchie et contre elle, les petites formations sont beaucoup plus pugnaces ; les gaullistes de droite (Nicolas Dupont-Aignan), le Front de gauche (Parti communiste et Parti de gauche) et le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ont plusieurs points en commun : ils récuse le traité de Lisbonne, l'ultra-libéralisme et l'oligar-

chie et cherchent eux aussi, ce qui est normal, à accumuler un capital électoral. Mais ces organisations de droite et de gauche ne veulent pas s'unir : rivalité entre le Front de gauche et le NPA d'Olivier Besancenot, absence de toute idée de rassemblement chez les gaullistes de droite.

Cet isolement volontaire ne permet pas de peser beaucoup dans les grandes consultations nationales : l'UMP n'a pas besoin de Nicolas Dupont-Aignan car elle a l'habitude d'employer Philippe de Villiers comme ramasse-miettes et elle a toujours été satisfaite de ce menu service. Les trois formations d'extrême gauche peuvent embarrasser le Parti socialiste et contribuer à lui faire perdre la présidentielle de 2012 - mais elles n'empêcheront pas la social-démocratie de gouverner si elle le désire avec le Modem.

D'où cette possibilité qui devrait inquiéter les formations anti-oligarchiques : si l'hostilité à Nicolas Sarkozy se renforce, c'est François Bayrou, défenseur du traité de Lisbonne, qui apparaîtra comme le sauveur suprême. Il est plus que temps de songer à une politique de rassemblement qui éviterait cette solution de replâtrage d'un système économique et social désormais condamné.

Annette DELRANCK

CGT et CFDT mènent la danse !

Les manifestations du 1^{er} mai dernier posent plusieurs questions auxquelles ni les journalistes ni les politiques ni les responsables syndicaux eux-mêmes n'apportent de réponse satisfaisante. Soit parce qu'ils ne possèdent pas tous les morceaux qui permettent de reconstituer le puzzle, soit parce qu'ils ne le veulent (ou le peuvent) pas, soit parce qu'ils refusent de voir certaines évidences qui, pourtant, leur crèvent les yeux.

■ **L'intersyndicale qui rassemble huit organisations aux histoires, aux stratégies, aux approches différentes, qui se sont souvent construites l'une contre l'autre, qui ont connu plusieurs scissions, peut-elle durer ?**

Elle durera tant que la CGT et la CFDT souhaiteront qu'elle dure. Ce sont, en effet, ces deux confédérations qui mènent la danse. Elles sont attachées à maintenir l'unité syndicale. En témoigne le soin qu'elles mettent toutes les deux - sinon à tenir compte des exigences de la CGT-FO qui, à ce jour, apparaît comme le maillon faible - à trouver au moins un compromis pour maintenir cette confédération dans l'intersyndicale.

■ **Qu'est-ce qui pousse la CFDT et la CGT à maintenir cette unité ?**

Si la CFDT et la CGT sont les premières, les autres organisations ne tiennent pas non plus à faire éclater l'unité. Elles savent pertinemment que la première qui sortira de l'intersyndicale, sans le feu vert des autres, se trouvera marginalisée et verra ses moyens d'action quasiment réduits à néant. La CFDT et la CGT ont intérêt à maintenir l'unité, tout simplement pour leur permettre de conserver la main mise sur le mouvement, l'encadrer et éviter tous les débordements.

Par ailleurs, connaissant les relations qu'entretiennent la CFDT et François Fillon de-

puis la réforme des retraites de 2003, compte tenu, également, de la présence auprès de Nicolas Sarkozy de Raymond Soubie, fin connaisseur du monde syndical et manipulateur hors pair, on ne peut s'empêcher de penser qu'un marché ait été passé entre le gouvernement d'une part, et la CGT et la CFDT d'autre part. Le premier, conscient du caractère explosif de la situation a besoin des seconds pour canaliser le mécontentement. En compensation, les seconds espèrent obtenir des satisfactions sur certains points.

La déclaration intersyndicale du 5 mai dernier contient un passage qui permet de le penser : les huit organisations syndicales, peut-on lire, « préciseront, dans les prochains jours, des propositions sur lesquelles elles attendent des réponses rapides du gouvernement et du patronat ». Il s'agit bel et bien de réduire le nombre des revendications initiales contenues dans la déclaration du 5 janvier, à quelques points sur lesquels on peut penser que la CFDT et la CGT ont obtenu des engagements de l'État. Sauf imprévu, il n'est pas interdit de penser que, à l'occasion du bilan que le président de la République doit dresser de son action avec les principaux dirigeants syndicaux, des mesurette seront annoncées qui permettront aux syndicats de crier victoire, de lever le mouvement et de se donner rendez-

vous à la rentrée. Bien entendu, ce dont il est question ici, c'est des stratégies nationales des syndicats et non de ce qui se passe à la base, dans les entreprises.

■ **Les modalités d'action décidées par l'intersyndicale le 5 mai (mobilisations locales le 26 mai et grandes manifestations le 13 juin) ne peut-elle pas inciter certains, qui voulaient que soit lancé un mot d'ordre de grève générale, à la quitter ?**

À l'exception de *Solidaires* qui pourrait quitter le mouvement actuel sans dommage pour vivre sa propre vie en dehors, notamment en menant des actions d'éclat, et à la rigueur de la FSU, qui exerce une sorte de monopole sur le monde de l'Éducation, les confédérations sont prises au piège. Seule, la CGT-FO ne peut pas lancer un mot d'ordre de grève générale : elle a donc intérêt à rester à l'intérieur de l'intersyndicale avec pour seul espoir d'en durcir quelque peu les positions.

Quant à la réunion du 5 mai, elle n'avait pas pour objectif de trancher en faveur des moyens d'actions préconisés par telle ou telle organisation syndicale, mais de trouver celui qui pourrait rassembler le maximum de personnes.

■ **La faible mobilisation du 1^{er} mai, qui était inférieure à celle du 19 mars, ne montre-t-elle pas un essoufflement du mouvement ?**

Il faut comparer ce qui est comparable et les rassemblements du 1^{er} mai 2009 à ceux des 1^{er} mai précédents. Certes, il y avait moins de monde pour diverses raisons, mais, à l'exception des manifestations du 1^{er} mai 2002 qui se sont déroulées entre les deux tours de l'élection présidentielle et qui étaient des manifestations anti-Le Pen, celles de cette année ont atteint des records ; elles ont également touché un public différent des rassemblements des 29 janvier et 19 mars. Il faut, également, souligner la présence de nombreuses personnes qui, sans prendre part aux cortèges, applaudissaient les manifestants, signe de l'enracinement de la contestation.

■ **Quel est l'avenir de ce mouvement ?**

Personne ne peut le dire. L'histoire sociale montre que, pour pouvoir déboucher sur quelque chose, un mouvement doit bénéficier d'un relais politique. Or, aujourd'hui, ce relais n'existe pas. Il y a bien le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot, mais il est loin de rassembler derrière lui le monde du travail, comme pouvait le faire le Parti communiste autrefois. Le PS, qui ne comprend rien à ce qui se passe, qui est englué dans des querelles internes et qui est surtout un parti de *bobos* n'a pas cette force d'attraction. Pire, aujourd'hui, le seul mouvement d'opposition - ou tout du moins, la seule alternative - au gouvernement actuel, c'est cette intersyndicale.

Un peu comme le Medef sous Jospin, qui était le seul mouvement d'opposition alors que la droite, qui venait de perdre les législatives, était en pleine décomposition ou recomposition. À la différence du patronat, qui était uni derrière Ernest-Antoine Seillière (et Denis Kessler), le mouvement syndical est une alliance de circonstance dont les intérêts de court terme divergent. Il ne faut pas oublier que, depuis la loi d'août 2008 qui réforme la représentativité syndicale en la fondant sur l'audience obtenue par chaque organisation dans les entreprises, les syndicats sont en conflit permanent les uns contre les autres.

Nicolas PALUMBO

Trop près des États-Unis

Et si le Mexique était de plus en plus nord-américain et de moins en moins du Sud ?

Le Mexique a finalement réussi à enrayer son épidémie de grippe. Il a fait peur au reste du monde mais le pire n'est pas arrivé. Il a démontré sa capacité de contrôle de la population dans un domaine crucial de santé publique, la onzième population du globe, avec la conurbation de Mexico et ses 22 millions d'habitants, la plus grande métropole du monde. Le virus n'avait sans doute pas une force exceptionnelle. N'empêche, les craintes envers le pauvre Mexique incapable de dominer la panique et le chaos se sont révélées vaines.

La raison en est que le Mexique appartient de plus en plus à l'ensemble nord-américain et se détache de l'hémisphère sud, du monde latin et indien dont il a longtemps fait son identité. Les États-Unis eux-mêmes, les plus proches, ont échappé à la contagion sauf cas isolés. Quand on sait la panique que suscitent les virus dans les familles américaines, on s'étonnera de la maîtrise de la situation. Le Mexique ne fait-il plus peur ?

C'est sans oublier que la principale menace originaire du Mexique n'est pas la grippe mais la violence des cartels de la drogue. Celle-ci a fait 6 000 morts en 2008. Or ils proviennent en majorité des deux grandes villes frontalières de Tijuana (avec la Californie) et Ciudad Juárez (avec le Nouveau Mexique et l'Arizona). La Colombie n'est rien à côté, sauf que le Mexi-

que ne connaît pas de guérilla, est un État en paix et globalement sûr. L'armement de ces cartels est du même ordre que celui de l'armée. Il est en vente libre aux États-Unis où ils se le procurent. La drogue elle-même y circule bien plus librement du Mexique par voie terrestre que de Colombie ou des Caraïbes où il faut des bateaux et des avions. Les cartels mexicains dominent désormais le pavé dans les grandes villes nord-américaines.

Le problème du Mexique aujourd'hui pour les États-Unis n'est plus seulement l'immigration clandestine du Sud pauvre vers le Nord riche que son intégration dans l'ensemble nord-américain : *Mexamerique*. Le temps n'est plus où le politologue Samuel Huntington posait la question de l'américanisation du Mexique et surtout de la *mexicanisation* d'une grande partie des États-Unis. C'est chose faite. Huntington croyait à un dilemme entre américanisation et démocratisation. Or c'est la démocratisation qui a favorisé l'intégration dans l'ensemble nord-américain et non l'inverse. Mais la menace n'en est que plus formidable pour Washington : nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir un *narco* État comme principal voisin, disent les uns. Les autres redoutent la faillite de l'État mexicain et n'hésitent pas à tracer le parallèle avec le Pakistan : le Mexique, un Pakistan latin aux portes de Washington.

Le parallèle avec le Pakistan n'est absolument pas valide. Le Mexique est un pays

organisé, avec des institutions solides et sans ennemi ni intérieur ni extérieur. C'est une grande force, la onzième économie mondiale. Il a toutes les qualifications pour être sacré nord-américain. Il en a les droits mais peut en subir quelques devoirs. Ainsi les Forces armées américaines pourraient fort bien être appelées à intervenir contre les gangs, car cela dépasse désormais les capacités de la police ou des brigades anti-drogue. Le président Calderon a dès décembre 2006 fait intervenir directement 45 000 militaires mexicains. Un phénomène de pandémie comme celui qui aurait pu découler du virus de la grippe aurait constitué une répétition pour de grandes manœuvres de contrôle. Le grand frère du Nord étendra d'autant plus son ombre que le Mexique sera plus proche, un véritable pays occidental.

C'est le choix qu'avaient fait les présidents des années 90 en faisant entrer le Mexique dans le grand accord de libre-échange dit NAFTA. Les résultats n'ont pas été si mauvais pour les Mexicains. En rejetant le candidat de gauche en 2006, ils ont fait le même choix quoique sur le fil. Le Mexique est encore plus entré dans l'aire nord-américaine.

Le président Sarkozy est peut-être revenu sur les traces du général de Gaulle et de Jacques Soustelle (dont il a cité la mémoire) mais c'est un Mexique méconnaissable qu'il a rencontré. Sans doute était-ce aussi une toute autre France.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **NOUVELLE-ZÉLANDE** - Le Premier ministre John Key a rejeté un appel lancé par Peter Dunne - dirigeant du Parti de l'Avenir uni et ministre des finances de son gouvernement - réclamant l'organisation d'un référendum pour se débarrasser de la reine Elizabeth en tant que chef d'État et de transformer le pays en république. « *Je pense que la Nouvelle-Zélande sera probablement un jour une république, mais il est peu probable que cela se produira sous mon mandat* » a-t-il déclaré ajoutant : « *le pays doit faire face à un certain nombre de défis pour l'avenir et l'instauration d'une république n'est pas une priorité pour moi* ». Deux récents sondages ont montré que le pays était divisé sur la question, mais donnaient tout de même une courte majorité en faveur de maintien de la reine Elizabeth en tant que chef de l'État.

♦ **ITALIE** - L'Union des démocrates chrétiens (UDC), un petit parti chrétien démocrate centriste, a annoncé que le prince Emmanuel-Philibert de Savoie sera la tête de sa liste pour les élections européennes dans la circonscription nord-est de l'Italie dont est originaire la famille royale italienne de Savoie. Lorenzo Cesa, chef de file de l'UDC, a déclaré : « *Emmanuel sera une grande surprise de la politique italienne et européenne. Nous sommes sûrs qu'il ira à Bruxelles et défendra en Europe ce que nous avons le plus à cœur (...)* C'est une personne extraordinaire ». Pour sa part le prince Emmanuel-Philibert a précisé : « *J'ai été en exil pendant 31 ans, je connais bien l'Europe et je parle cinq langues. Je connais la moitié des actuels chefs d'État personnellement et je suis parent avec l'autre moitié* » soulignant qu'il serait fidèle à la République italienne et sa constitution. Le prince, âgé de 36 ans, a fondé un mouvement, Valeurs et Avenir, sous les couleurs duquel il s'était présenté aux élections législatives pour représenter les Italiens de l'étranger mais avait obtenu un score très faible.

♦ **THAÏLANDE** - C'est au Palais Royal de Bangkok qu'ont eu lieu les cérémonies marquant le 59^e anniversaire du couronnement du roi Bhumibol Adulyadej, âgé de 81 ans, et de la reine Sirikit. C'est en 1946 que le roi avait succédé à son jeune frère, Ananda Mahidol, mort d'une façon tragique, vraisemblablement assassiné. Mais ce n'est qu'après une période de régence pendant laquelle il termina ses études, qu'il revint en Thaïlande en 1950 pour se marier avec la princesse Sirikit Kitiyakorn et pour être couronné sous le nom dynastique de Rama IX. C'est aujourd'hui le plus ancien chef d'État en exercice dans le monde.

♦ **PAYS-BAS** - La traditionnelle Fête de la Reine qui célèbre depuis 1949 l'anniversaire de feu la reine Juliana, mère de l'actuelle reine Beatrix, a été endeuillée par un tragique attentat. Un homme âgé de 38 ans a tenté de lancer sa voiture sur le véhicule qui transportait la famille royale fauchant de nombreuses personnes dont huit sont décédées en plus du conducteur. A la suite de cette tragédie, la plupart des festivités liées à la Fête de la Reine ont été annulées. Quelques heures après l'attentat, la reine Beatrix, très choquée, est apparue à la télévision pour exprimer ses condoléances et dire son horreur et son incompréhension.

Histoire **Des révolutions créatrices**

Jacques Solé est professeur émérite d'histoire moderne à l'université des sciences sociales de Grenoble. Dans un ouvrage récemment publié, il retrace l'histoire de toutes les révolutions qui se sont déroulées en Europe depuis 1914, des plus connues aux moins connues, en soulignant le rôle créateur de celles qui ne sont pas inscrites au registre officiel tenu par la gauche française. L'occasion nous est ainsi offerte de réfléchir sur une actualité qu'on présente comme *prérévolutionnaire* ou *révolutionnaire*.

Deux révolutions, celle de 1789 et celle de 1917, occupent l'imaginaire politique national. Non sans raisons car ce furent les plus radicales, les plus tragiques de toute l'histoire politique moderne. C'est en fonction de ces deux modèles que la Révolution est représentée comme fondation violente d'une nouvelle société et d'un nouvel homme, universalisables. Ce sont les images héroïques de la prise de la Bastille et de la prise du Palais d'Hiver qui hantent nos mémoires - pour exalter ou pour terrifier.

Jacques Solé consacre à ces grandes ruptures toute l'importance qu'elles méritent dans son panorama des révolutions (1). Mais il y a dans l'Europe moderne des révolutions d'un autre type et une dialectique de la révolution et des révolutionnaires qui permettent d'envisager la question sans se limiter aux entreprises des jacobins et des léninistes. En proposant une nouvelle typologie, l'historien de *La Révolution [française] en questions* (2) nous donne la pleine compréhension du phénomène révolutionnaire européen et nous permet de mieux discerner les chances et les risques d'une nouvelle révolution en France et à l'ouest de notre continent.

Trois types d'entreprises révolutionnaires sont ainsi distingués : les révolutions réussies (sans révolutionnaires), les révolutions manquées (malgré l'ardeur des révolutionnaires), les révolutions victorieuses (grâce aux révolutionnaires).

Les échecs des révolutionnaires n'étaient pas toujours reconnus comme tels à l'époque où le marxisme était l'idéologie dominante : en Russie, les tentatives des décabristes en 1825, des socialistes et des populistes jusqu'à la Première Guerre mondiale, en France la défaite des Communistes en 1871 et les déconvenues des socialistes et des syndicalistes européens avant 1917 étaient interprétées peu ou prou dans la perspective de la révolution bolchevique et du triomphe inéluctable du communisme. Or il s'agissait bien de défaites sans espoir de revanche pour les révolutionnaires. En France, le syndicalisme d'action directe, d'inspiration proudhonienne, se meurt avant 1914 et, en Europe de l'Ouest, le mouvement ouvrier suit une tendance réformiste. En Russie, les marxistes repentis participent activement à la vie culturelle, loin des thèses professées par les petits groupes révolutionnaires. C'est la guerre qui bouleverse les données comme le note Lé-

nine en marge de Clausewitz : *krieg ist revolution*.

Les révolutions victorieuses ne rentrent pas toutes dans le schéma classique car Jacques Solé recense un grand nombre de révolutions libérales et de révolutions nationales qui donnent souvent naissance à des monarchies. C'est le cas des révolutions dans les Balkans au cours du XIX^e siècle : victoire de la révolution en Serbie et instauration de la première dynastie nationale au cours des années trente; guerre de libération en Grèce en instauration de la monarchie en 1832 ; en Bulgarie, avènement du tsar Ferdinand en 1908 ; instauration d'une monarchie nationale en Roumanie puis en Albanie... C'est le cas des révolutions libérales qui triomphent au Portugal, en Belgique et en Suisse qui adopte une organisation fédérale en 1847. La fondation de la nation sera violente au Portugal (où la monarchie sera renversée en 1910), en Suisse, en Irlande qui se constitue en république en 1916.

Monarchiques ou non, toutes ces révolutions nationales sont républicaines : elles instaurent un État de droit sous la forme d'un régime parlementaire et la démocratie s'inspire en général des modèles français et britanniques. La Confédération helvétique est un cas particulier qui se caractérise par une sortie de l'histoire.

Jacques Solé souligne un point paradoxal qui disqualifie le schéma léniniste : pendant l'entre-deux-guerres, quand la dictature du prolétariat paraissait inscrite dans le sens de l'histoire, l'Internationale communiste et ses *révolutionnaires professionnels* n'ont connu en Europe que de cinglantes défaites - en Hongrie, en Allemagne, en France, en Espagne... Et

ce sont des partis communistes groupusculaires qui recevront le pouvoir après la conquête de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie par les troupes soviétiques. La Yougoslavie titiste et l'Albanie font exception, grâce aux succès militaires de la résistance communiste et au prix de la guerre civile sur le territoire yougoslave. Au contraire, les révolutions anticommunistes de la fin du XX^e siècle sont à la fois nationales et libérales puisqu'elles instituent sur une identité historique pleinement retrouvée des régimes parlementaires (Pays baltes, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Pologne, Bulgarie, Roumanie).

Parmi les révolutions victorieuses, il faut bien entendu accorder une place éminente à la révolution bolchevique de 1917 qui bouleverse pendant plusieurs décennies la géopolitique du continent européen. Mais la tradition révolutionnaire européenne dominante, au XIX^e et au XX^e siècle, est celle de révolutions libérales et nationales - peu ou pas violentes et positives dans leurs effets. Pourtant, ce sont les révolutions antidémocratiques, violentes, dictatoriales ou terroristes, qui continuent de fasciner - celle de 1792-1793 en France, celle de 1917 évidemment - et qui nous sont les plus familières (18 Brumaire, 2 décembre).

Les révolutions sans révolutionnaires doivent retenir l'attention de ceux qui souhaitent aujourd'hui une profonde transformation économique et sociale et des changements de grande ampleur dans les relations internationales. Comme ce souhait est largement partagé dans notre pays (rejet du *traité constitutionnel*, manifestations de 2006 contre le CPE, révolte de plus en plus massive contre l'oligarchie) il est certain que nous sommes dans une période prérévolutionnaire. Mais de nombreux citoyens estiment qu'une révolution est impossible faute de parti révolutionnaire - les groupes d'extrême gauche ne parvenant pas à construire une organisation capable de vaincre l'oligarchie.

Cette analyse n'est pas convaincante car elle reste prisonnière du vieux schéma jacobino-léniniste de l'avant-garde portée par une histoire naturellement progressiste et révolutionnaire. Pour recruter des militants, il est sans doute efficace d'affirmer que la victoire des révolutionnaires est inéluctable mais c'est historiquement faux. Jacques Solé consacre le premier chapitre de son livre à ces **quatre surprises parisiennes** que furent les révolutions de juillet 1789, juillet 1830, février 1848, septembre 1870. Ce sont toutes des *révolutions sans révolutionnaires*, accomplies

par la foule et par des meneurs qui, selon la formule consacrée, « *savaient qu'ils faisaient l'Histoire sans savoir quelle Histoire ils faisaient* ».

Les familiers du triangle Bastille - République - Nation et des boulevards de Marseille, de Toulouse et de tant d'autres villes (les mouvements populaires sont plus immédiatement et plus massivement nationaux qu'autrefois) savent que le peuple français reste fidèle à lui-même et toujours surprenant - d'abord parce qu'il a su rester, malgré les aspects dissolvants de la modernité, un peuple politique qui donne spontanément un sens politique à ses révoltes. Voilà qui permet d'attendre avec un peu moins d'impatience une nouvelle surprise révolutionnaire et de s'y préparer.

Jacques Solé attire notre attention sur un second point, non moins intéressant : les *révolutions sans révolutionnaires* peuvent être accomplies par des hommes qui sont habituellement décrits comme conservateurs, traditionalistes, réactionnaires. Tel est le cas des **révolutions créatrices** qui ont lieu pendant et après la Seconde Guerre mondiale en Italie (révolution monarchique puis antimonarchique), en Allemagne, en Espagne avec Juan Carlos, en France de 1944 à 1946 puis de 1958 à 1962 avec le général de Gaulle (3).

La révolution juan-carliste peut inspirer des princes français car le fils du comte de Barcelone n'a pas passé sa jeunesse à attendre qu'on vienne le chercher : dans la fidélité à sa tradition, il s'est lui-même **construit** comme futur roi face à Franco. Les révolutions gaulliennes ne sont pas reproductibles à l'identique (elles résultent de la Deuxième Guerre mondiale puis de la guerre d'Algérie) mais elles montrent que l'État, dès lors qu'il est restauré, peut réussir des révolutions économiques et sociales (la Sécurité sociale, les nationalisations, le plan) et une révolution politique sans déchaîner la violence. Ces réussites s'expliquent en partie par le fait que le projet révolutionnaire a été élaboré dans les années qui ont précédé la prise du pouvoir : dès 1942 à Londres puis à Alger et en terri-



■ **Dans notre imaginaire la prise du Palais d'Hiver reste l'archétype des révolutions.**

toire occupé, puis au lendemain de la Libération.

De ce point de vue, les partisans de la nouvelle révolution ne sont pas en retard : le programme de lutte anti-crise et de rénovation économique et sociale est déjà rédigé. Mais il leur manque le maître d'œuvre que fut le général de Gaulle. C'est l'absence d'un rassembleur qui ralentit aujourd'hui le mouvement révolutionnaire. Elle ne sera pas compensée par la construction d'un personnage médiatique - la révolution se fait et se fera contre les médias - ou par un comité de parlementaires de gauche découvrant sur le tard les plaisirs de la radicalité verbale. Faute de recours qui se désignerait comme tel, il faut continuer de croire au génie d'un peuple qui n'a, quant à lui, jamais renoncé.

B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Jacques Solé - « *Révolutions et révolutionnaires en Europe, 1789-1918* », Éd. Gallimard, Folio histoire n° 163, 2008, prix franco : 14 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Jacques Solé - « *La Révolution en questions* », Éd. du Seuil, Points histoire, n° 98, 1988, prix [Achat immédiat](#) franco : 11,50 €.

📖 (3) Cf. mes articles dans *Royaliste* n° 834, « *Résistance : La révolution de 1944* », et *Royaliste* n° 835, « *1944-2004 : Comment réussir une révolution* ».

Capétiens

Leur histoire est la nôtre. Dès la première ligne, le numéro hors-série de *Point de vue* consacré aux rois de France, nous amène à l'essentiel.

Encadré par une photo des récents mariés de Senlis, en hommage desquels le dossier est publié, et un grand nombre de pages présentant les Orléans de Louis-Philippe à l'actuelle Famille de France, c'est une magnifique évocation de notre histoire à travers ceux qui l'ont incarné qui nous est proposée. L'ensemble est certes hagiographique, mais inutile de boudier notre plaisir de royalistes ou d'amoureux de la France.

En tournant les pages, ce sont les images des livres de notre enfance que l'on découvre, sans vaine nostalgie. Elles illustrent certains des plus beaux moments du roman national. Les images d'Épinal alternent avec les sculptures, les gravures, les toiles de maîtres ou d'artistes contemporains et les documents d'archives. Tout est là pour faire connaître ce qui donne le sens du millénaire capétien : accompagnement de la naissance de la Nation et incarnation de ses libertés.

C'est ce qu'évoquait Rachida Dati au mariage civil du prince Jean, la dynastie des Capétiens « une famille qui (...) est indissociable de l'histoire de France (...), celle de tous les Français ». À l'occasion du mariage religieux, le maire de Senlis, bardé de l'écharpe tricolore, insistait, lui aussi, devant le jeune couple qui incarne maintenant l'avenir : « Chaque action du passé entre en compte pour l'avenir. Il n'y a, en effet, qu'une Histoire de France. Votre histoire est la nôtre et l'on ne peut rien y soustraire ».

Christophe BARRET

Point de Vue, « La saga des rois de France », numéro hors-série réalisé par Philippe Delorme et Raphaële Petit. En vente dans les kiosques 5,50 €.

Compte à rebours

Polytechnicien et généticien, Albert Jacquard est depuis des décennies le militant emblématique d'un humanisme planétaire. La rigueur de ses raisonnements impressionne, mais il néglige par trop la logique politique qui caractérise les différentes collectivités humaines et qui oriente leurs relations.

Le premier mérite du livre que publie Albert Jacquard (1), c'est de poser le débat sur les choix à long terme qui devront être faits dans les domaines vitaux lorsque nous aurons surmonté - ce n'est pas demain la veille - la crise systémique qui nous frappe. Barack Obama et les oligarques européens ont choisi de procéder à un sauvetage du système, d'un coût inouï ; il est contesté par maints économistes américains dans son efficacité et il ne nous préservera pas de nouvelles crises puisque les financiers conserveront leur pouvoir.

Les adversaires de l'ultra-libéralisme, qui se réfèrent le plus souvent à Keynes, n'ignorent pas la nécessité d'affronter plusieurs graves problèmes planétaires qui ne permettent pas d'en revenir simplement aux Trente Glorieuses aujourd'hui mythifiées. Il faut, assurément, orienter l'activité industrielle selon de nouveaux modèles de développement.

À Royaliste, nous avons beaucoup agité ces questions au début des années soixante-dix, avant et pendant le premier choc pétrolier, et accompagné les premières luttes écologiques contre l'invasion des villes par l'automobile. Puis les écologistes se sont concentrés - à tort selon nous - sur la

dénonciation de l'industrie nucléaire et nous avons privilégié le combat contre l'ultra-libéralisme - sans perdre de vue, grâce à François Perroux, la politique de développement.

Tout en proposant avec nombre d'amis économistes une politique économique et financière capable de juguler la crise mondiale, il nous faut dans le même temps réfléchir aux modalités de la sortie de crise. Albert Jacquard nous y aide par son livre riche de provocations. Il a raison de vouloir attirer notre attention et de nous mobiliser sur les principaux déséquilibres et catastrophes dont l'humanité est aujourd'hui menacée : crise alimentaire (2), réchauffement climatique, fossés entre pays riches et pauvres, prolifération de l'arme nucléaire... Mais quelles réponses y apporter ? Humanistes ? Bravo ! Planétaires ? C'est trop vague ! Pacifistes ? Prenons garde !

Avant de pointer quelques désaccords, une critique générale : il est parfaitement décourageant de soulever des problèmes immenses (démographie, génétique) et d'inciter les citoyens à rechercher des solutions si on n'indique pas une méthode générale de réflexion et de décision. En deux mots : il faut, en préalable, hiérarchiser les questions et se mettre d'accord sur le système national et international de médiations

politiques, institutionnelles, permettant le débat entre les citoyens, entre les nations, entre les continents.

Ainsi, le climat relève évidemment de décisions prises et à prendre sur le plan mondial par accord international. Il y a des solutions globales à la crise financière, mais leur application suppose l'action des États (positive ou non, l'action du FMI suppose l'accord et l'action des États). Je doute fort que l'excès ou l'insuffisance de la population mondiale, selon les hypothèses évoquées par Albert Jacquard, rendrait nécessaire une action globale qui « fera fi des intérêts de tel groupe ou de telle collectivité ». Demander à la France, dans trente ans, ou à la Russie aujourd'hui de réduire leur population parce qu'il y aurait trop de monde sur la planète se heurtera à une fin de non recevoir contre laquelle il n'y aurait pas de recours. Quant à l'arme nucléaire, elle est et doit rester placée sous la responsabilité des États, selon la logique de la dissuasion qui nous a préservés de la guerre lors de la confrontation Est-Ouest et qui continue d'assurer notre sécurité contrairement à ce qu'affirme Albert Jacquard (3) qui rêve d'un monde dénucléarisé...

Sylvie FERNOY

(1) Albert Jacquard - « *Le compte à rebours a-t-il commencé ?* », Stock, 2009, prix franco : 16 €. 

(2) Cf. la motion adoptée par le Congrès de la NAR en mars dernier : [La crise alimentaire mondiale, Royaliste n° 944, page 11](http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=1142).

(3) Cf. sur le point la réplique de notre directeur politique sur son blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=1142>

Si la catastrophe est sûre...

Avec Jean-Pierre Dupuy, nulle possibilité d'édulcorer les mots dès lors que le pire est certain. Amis qui guettez au prochain tournant **la sortie de crise**, renoncez à toute illusion : « *Ce livre se situe dans l'ombre portée par l'avenir catastrophique qui semble être le destin de l'humanité.* » (1) Non, vous n'avez pas mal lu. Non, le livre en question n'appartient pas à la science fiction, et même s'il se définit comme *un polar métaphysique* il n'entend pas parler d'autre chose que de notre plus commune actualité, avec tout ce qu'elle nous offre de défis politiques, économiques, scientifiques, militaires... Et n'allez surtout pas croire que l'auteur est étranger aux disciplines dures, celles qui empêchent de s'émanciper du réel pour se laisser aller à de bons ou mauvais rêves. Aucune connaissance ne lui est étrangère, l'instrument mathématique lui est familier et ses différentes études n'esquissent jamais de diagnostics sans qu'il ait procédé à une investigation complète du domaine envisagé. Seulement voilà, Jean-Pierre Dupuy est trop rigoureux pour croire que le réel est rationnel au sens du rationalisme moderne. Car tout ce qui concerne l'homme est frappé d'une étrange énigme, que l'on ne saurait séparer d'un mal métaphysique qui nous environne et peut, demain, nous engloutir. Pardon, j'édulcore. Pour être exact, il faut dire : un mal qui demain nous engloutira.

On peut être de tempérament pessimiste, et comme le perroquet de Bainville proférer chaque matin que *tout finira mal*. Mais c'est très en dessous de ce que nous assène Jean-Pierre Dupuy. Avant de lire son dernier essai, je l'avais vu sur un plateau de télévision expliquer à un Alain Minc interdit, que l'horloge de la catastrophe, inventé après-guerre par un groupe de physiiciens tirant les conséquences de la bombe de Hiroshima, nous plaçait à cinq minutes avant minuit, le moment de la catastrophe. Comment le théoricien de *la mondialisation heureuse* pouvait-il réagir, dès lors que sa rationalité explosait et que son fameux *cercle de raison* devenait le concept pur de la déraison ? Bien sûr, il refusa net de suivre Dupuy sur son terrain, mais les téléspectateurs avaient pu un moment entrevoir la fragilité des paramètres les mieux en cour, dès lors que l'abîme les désarticulait. C'est, évidemment, à propos de la crise financière et économique que Dupuy et Minc avaient été invités à débattre, et le premier n'entendait nullement se dérober à l'analyse économique où le second devait briller comme expert. Or, l'expertise se trouve prise en défaut lorsqu'elle est dans l'incapacité de saisir **la panique** qui dérégule un système et le trou noir où s'engloutissent toutes les régulations possibles.

L'économie n'est qu'un exemple. Il en est un autre qui est peut-être encore plus significatif car il met en cause la survie même de notre planète, avec le défi de l'anéantissement

nucléaire. J'ai déjà évoqué cette question à partir de la pensée de ce personnage singulier qu'était Anders, le premier mari d'Hannah Arendt et auquel Dupuy s'est toujours intéressé (2). Celui qui affirmait l'obsolescence de l'homme, s'était distingué par son refus radical d'accepter Hiroshima comme une décision pleinement rationnelle, que le président des États-Unis avait prise pour éviter de plus grands maux pour son pays. Si Auschwitz était injustifiable, Hiroshima était justifiable en raison d'une inférence *conséquentialiste*, d'un calcul sans doute tragique mais cohérent. Anders ne put jamais accepter que la réduction en cendres de dizaines de milliers de femmes et d'enfants fut mise en balance comme un prétendu moindre mal. D'où sa vocation de prophète désarmé. Jean-Pierre Dupuy n'a cessé de réfléchir dans son sillage à l'irrationalité foncière de la dissuasion nucléaire, avec sa prétention de brider la catastrophe dans un cadre rigoureux. Si la guerre froide se caractérise par le non-affrontement des deux puissances nucléaires, mutuellement dissuadés de se détruire, il faut y aller voir de plus près, en écoutant MacNamara expliquer que « *nous nous en sommes*

sortis par la chance et que vingt-cinq, trente fois durant cette période, nous sommes passés à un cheveu de l'apocalypse ». Je laisse ici la démonstration *antidissuasion* de Jean-Pierre Dupuy, pour ne retenir que l'idée que la rationalité ne cesse de côtoyer l'abîme qu'elle est dans l'impossibilité d'exorciser et qu'à chaque instant le basculement dans l'horreur est possible.

Ainsi tourne-t-on sans cesse autour de la question de la technique fondée sur l'investigation scientifique et considérée depuis les Lumières comme le recours suprême contre tous les maux. N'est-ce pas le désenchantement du monde qui nous rend celui-ci moins hostile, en nous donnant de plus en plus prise sur lui et en captant une puissance désormais au service d'un progrès toujours mieux assuré ? Là encore, Jean-Pierre Dupuy réagit en montrant que le désenchantement est d'autant

plus incertain que *la science est une théologie qui s'ignore*. Elle n'évolue pas dans un modèle neutre, elle est chargée d'une responsabilité écrasante qui s'énonce aujourd'hui dans des termes de tout ou rien : « *Nous vivons à présent l'émergence de l'humanité comme quasi-sujet ; la compréhension inchoative de son destin possible : l'autodestruction ; la naissance d'une exigence absolue : éviter cette autodestruction.* » Et pour ajouter encore à la responsabilité cette mise en garde : gare aux nano technologies, elles pourraient nous condamner à la désappropriation de la puissance qu'elles sont censées nous conférer.

Voilà un trop faible aperçu de ce polar métaphysique où l'auteur a voulu établir un bilan de ses recherches et de son itinéraire personnel. On peut trouver Jean-Pierre Dupuy exagérément angoissé, et proposer aux difficultés du présent des solutions qui passent par des moyens, des *metaxu* raisonnables. On ne pourra échapper à ses avertissements qui consonent avec une anthropologie nourrie des meilleures fréquentations philosophiques. Ce penseur qui n'a cessé de se confronter avec René Girard, est aussi familier d'une culture où, Chesterton côtoyant Hitchcock, Borges côtoyant Anders, l'homme apparaît dans une lumière d'outre monde. Voilà un être pour la mort, mais dont la mort n'est peut-être pas le dernier mot.

■ (1) Jean-Pierre Dupuy - « *La marque du sacré* », Carnets Nord, prix franco : 22 €.



(2) Voir *Royaliste* n° 935, page 9, « *Lire Günther Anders* ».

par Gérard Leclerc



1940-1945 : Victoires françaises méconnues

Rethondes le 22 juin 1940. Calé dans le fauteuil occupé par Foch lors de la signature de la capitulation allemande en 1918, Hitler entouré par Göring et Keitel savoure son triomphe sur la France écrasée, meurtrie, humiliée.

Berlin le 9 mai 1945. Quelques officiers attendent : soviétiques, américains, anglais, français. Une porte s'ouvre, Keitel, arrogant, entre. Regard circulaire, soudain il aperçoit parmi les généraux chargés de recevoir la capitulation du Reich, de Lattre. C'est alors la méprisante exclamation : « *Ach ! Il y a aussi des Français, il ne manquait plus que cela !* » La France est là car elle aussi a vaincu et, on le sait trop peu, même aux heures les plus sombres de la débâcle. Dominique Lormier, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, trace d'une plume précise l'histoire tragique de ceux qui ont toujours fait face.

Cela avait bien commencé. Du 12 au 14 mai 1940 la première bataille de chars se déroule en Belgique. Le corps de cavalerie du général Prioux, 340 chars, affronte, sans soutien aérien, les 680 blindés du général Hoepner appuyés par une puissante aviation. Après deux jours de combats, 196 panzers sont détruits, l'historien militaire Heinz Freisser reconnaît la victoire française. Le 15 mai nouvel assaut du 46^e corps qui se heurte à la 15^e division infanterie motorisée (DIM) du général Juin dont l'artillerie brise l'attaque. Au total, 214 chars sont détruits, le général Hoepner estime que ses unités décimées ne sont pas en mesure de reprendre le combat.

Les opérations conduites par le colonel de Gaulle ont donné

lieu à controverses qui relèvent davantage de la polémique que de l'analyse. Créateur, à la hâte, de la 4^e division cuirassée, de Gaulle voit ses troupes dotées du char lourd B 1 bis pratiquement invulnérable, de l'excellent Somua et d'automitrailleuses armées d'un puissant canon de 25 dont la plupart seront inutilisables, sabotés dans les arsenaux par des militants communistes – on est en pleine période du pacte germano-soviétique.

Sur les combats eux-mêmes les archives allemandes concluent : « *la contre-attaque française était parfaitement appropriée quant au moment, au lieu et à la direction* ». Elle surprend l'état-major ennemi qui, avec stupeur, enregistre une véritable *débandade* de certaines de ses troupes. À Abbeville, les chars lourds écrasent les défenses de la tête de pont ennemie. Malheureusement, ce succès ne peut être pleinement exploité, la tragique absence de radios dans les blindés ne permet pas une coordination efficace des éléments engagés. De Gaulle, sur le point de résorber la tête de pont, devra arrêter son offensive. En quelques jours de combat l'ennemi laissera sur le terrain 5 000 hommes et 700 blindés et canons.

Sur la Somme, 2 117 chars et 3 000 avions affrontent 600 blindés français appuyés par quelques dizaines d'avions. La résistance de l'armée française sera admirable. Le général Reich commandant la 6^e armée pourra déclarer :

« *En juin, les Français se sont battus comme des lions* ».

La France à genoux. Mussolini le croyait, le 10 juin il lance 331 000 hommes à l'assaut des Alpes. L'échec sera cinglant et sanglant illustré par l'attaque de la vallée de l'Ubaye, 2 052 *alpini* restent sur le terrain contre six Français ; en quelques jours de combats ils seront là, couchés, morts, des milliers contre 254 Français. À l'ouest du massif, un puissant corps blindé allemand attaque espérant prendre les Alpes à revers, il avance comme à la parade, c'est sans compter avec la pugnacité des généraux Cartier et Olry. L'attaque est brisée sous les coups d'une puissante artillerie, la 3^e panzer du général Stumpff est pulvérisée. L'état-major allemand reconnaît la défaite, les villes d'Annecy, Grenoble, Chambéry et Valence échapperont lors de l'Armistice à la zone occupée.

Une des premières préoccupations de de Gaulle après la création de son mouvement a été de remettre la France au combat. Ce qui fut fait lorsque le 3^e bataillon de marche rallié de la première heure fut mis à la disposition des Anglais engagés contre les Italiens en Érythrée. Le 20 février 1941, il enlève le puissant fort de Cub-Cub et fait 450 prisonniers. C'est la première victoire de la *France libre* contre les forces de l'Axe. Renforcé par la 13^e demi-brigade de la légion étrangère du célèbre Monclar, le groupement s'empare des puissantes places fortes de Keren et Mas-

saouah et capture le général Bergonzi, commandant les troupes italiennes d'Érythrée puis l'amiral Bonetti, commandant en chef de la marine italienne en Afrique occidentale.

À la même époque Leclerc s'empare de Koufra ; base de départ pour sa conquête du Fezzan, c'est ensuite l'héroïsme des troupes de Kœnig à Bir Hakeim qui va, bien au-delà de l'exploit ponctuel : Churchill pourra écrire : « *En retardant de quinze jours l'offensive de Rommel, les Français libres auront contribué à sauvegarder le sort de l'Égypte et du canal de Suez.* » En Tunisie les combats sont menés par une troupe « *habillée de loques, armée d'antiques fusils, mais dont la valeur était stupéfiante* ». L'armée d'Afrique et les FFL sont alors fusionnées pour former le Corps expéditionnaire français (CEF) de la campagne d'Italie placée sous les ordres de Juin. Le seul *stratège* de cette campagne. Son habileté conjuguée à la vaillance de ses tirailleurs lui permet d'assurer la rupture de la ligne Gustav ouvrant ainsi les portes de Rome aux Américains. Leur commandant, le général Clark pourra déclarer à Juin : « *Sans vous nous ne serions pas là.* »

Du CEF à la 1^{ère} armée de de Lattre, du débarquement de Provence à la réunion avec la 2^e DB qui a libéré Paris, ce sera la route glorieuse pour Strasbourg. Le serment de Koufra est tenu. La traversée du Rhin et la chevauchée victorieuse sur les terres ennemies.

Le 6 mai 1945, le capitaine Touveras de la 2^e DB plante le drapeau français sur le sommet du Techans qui domine le Berghof, le fameux nid d'aigle, repaire d'Hitler. Par ce geste, il écrase le cœur même de ce que le monde considérait comme le symbole de la puissance du régime hitlérien.

255 000 tués. Le prix de l'honneur retrouvé.

Michel FONTAURELLE

📖 Dominique Lormier - « *Les victoires françaises de la Seconde Guerre mondiale* », Éd. Lucien Souny, prix franco : 21,50 €. [Achat immédiat](#)

Souscription

« Sage est l'homme qui, ayant deux pains, en vend un pour acheter un lys »

(proverbe chinois)

Moins d'un tiers de l'objectif obtenu en un mois et demi. Et il ne nous reste que deux mois pour l'atteindre ! C'est dire avec quelle anxiété je guette tous les matins l'arrivée du facteur... Quand je vois les millions d'euros engloutis dans des expériences électorales hasardeuses et sans lendemain, je me dis que les dix mille euros qu'il nous manque encore ne sont vraiment pas grand-chose, que c'est même dérisoire et que la vie et la pérennité d'un journal comme *Royaliste* ont tout de même beaucoup plus d'importance qu'une aventure électorale. C'est pour cela que j'appelle tous nos amis et lecteurs à une mobilisation importante pour que notre objectif soit atteint. Je suis à la fois inquiet des résultats actuels et confiant dans l'avenir car, jamais, depuis plus de 37 ans, vous ne nous avez fait défaut. Je retourne donc guetter le facteur...

Yvan AUMONT

2^e liste de souscripteurs

Albert Algoud 100 € - Claude Anglade 53 € - David Arnaud 20 € - Bernard Barbiche 40 € - P.Y.B. (Hauts-de-Seine) 100 € - Hervé Duval 50 € - Albert Forget 20 € - Raoul Gaillard 20 € - Etienne Harel 35 € - Jacques Lancement 53 € - Jacques Leflaive 120 € - Jean-François Lespes 20 € - Jean-Pierre Lopez 5 € - Jean-François Maurel 150 € - Andrea Nery 30 € - François Noir 50 € - Yolande de Prunelé 40 € - Aimé Richardt 100 € - Jacques Solé 50 € - Joël Teruel 19 € - Jean-Marie Tissier 20 € - Marcel Veyrenc 100 € - François Viet 20 €.

Total de cette liste 1 215,00 €

Total précédent 3 176,16 €

Total général 4 391,16 €

Faire un don

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Cette Europe-là ? **NON merci !**

Nouvelle Action Royaliste
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
01.42.97.42.57 - NouAcRoyal@aol.com

Notre autocollant "Cette Europe-là, NON merci !" est plus que jamais d'actualité.

Au format 70x37 mm, il est de couleur jaune fluo et est vendu par planche de 24 ex.

Tarif dégressif :

- 1 planche : 1 € franco.
- De 2 à 9 planches : 0,70 € franco la planche.
- A partir de 10 planches : 0,65 € franco la planche.

Toujours disponibles aux mêmes conditions les autocollants "Face à l'économie sauvage, Monarchie Populaire" ainsi que "Avec les royalistes, Préparons la France de demain"

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 20 mai - La campagne pour les élections européennes se déroule dans une indifférence quasi générale. Il est vrai que l'assemblée de Strasbourg fonctionne dans un consensus mou, d'inspiration ultra-libérale et atlantiste. L'Union européenne, quant à elle, oppose à la crise dont elle ne veut pas reconnaître la radicalité des mesures limitées avec une lenteur toute bureaucratique.

Une certaine idée de l'Europe est à l'agonie : celle du rêve fédéraliste, de la peur des soviétiques, de l'adhésion à l'idéologie du marché concurrentiel. Une autre Europe doit se définir et se constituer. Pourquoi ? Comment ? Bertrand RENOUVIN exposera « Notre projet européen » : celui de la Nouvelle Action royaliste, qui s'inspire de l'Europe gaulienne de l'Atlantique à l'Oural et de la Confédération européenne envisagée par François Mitterrand et qui le situe dans les rapports de force du siècle naissant.

● Mercredi 27 mai - Ber-

nard BOURDIN viendra nous présenter son livre « **Théologie et politique : une relation ambivalente.** »

● Mercredi 3 juin - Dans la réflexion politique sur l'Europe, on oublie généralement les rois et les reines. Sans doute parce qu'ils font partie du paysage... Peut-être aussi parce qu'on croit, en France tout particulièrement, que la place médiatique des familles royales se trouve dans la chronique mondaine alors que leur rôle politique est manifeste. Un regard plus attentif montre que les monarchies, qui sont rarement à la mode, ne se démodent pas. Écrivain, scénariste de BD, chroniqueur royal pour la télévision et la radio belge (RTBF) et pour le magazine Femmes d'aujourd'hui, Patrick WEBER a consacré de nombreux ouvrages aux monarchies. Le dernier qu'il a publié et qu'il viendra nous présenter s'intitule simplement « **Vive les Rois !** ». Ce n'est pas le cri d'un nostalgique ou d'un réactionnaire mais une présentation des atouts des royautés en Europe et dans le monde. Sa conférence sera pour nous l'occasion de débattre de la place de la monarchie dans l'imaginaire national et du rôle politique que la royauté à nouveau instaurée pourrait jouer dans notre pays.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 14 juin** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le traité qui ne passe pas

Les trois fractions de l'oligarchie ont entre autres points communs celui-ci : enterrer l'opposition des partisans et des adversaires du « *traité constitutionnel* » sous des montagnes de généralités bienveillantes et de propos destinés à séduire les partisans du Non.

Dans la technique de l'enfumage, Nicolas Sarkozy est toujours le meilleur. A Nîmes, le président de l'UMP a tenté de se concilier les vainqueurs de 2005 en invoquant l'Europe qui « *protégeait* », et en annonçant des politiques industrielles concertées. Ceci au milieu d'une succession confuse de messages adressés à d'autres clientèles. Célébration de l'Europe chrétienne ? En ce cas il faut intégrer la Russie. Rejet de la Turquie ? La démagogie du chef de l'UMP gênera la diplomatie française dans le Caucase, par exemple. Coup d'arrêt aux chars russes qui auraient pris Tbilissi l'été dernier sans l'intervention du président de l'Union européenne ? Pure fiction, puisque les Russes n'ont jamais voulu prendre la capitale géorgienne.

François Bayrou n'est pas mauvais non plus dans sa nouvelle posture. N'est-il pas hostile au retour complet de la France dans l'Otan ? Son programme ne contient-il pas une sévère critique de la concurrence sauvage en Europe ? Que d'hommages, tout à coup, aux idées que, parmi d'autres, nous défendons ici...

Et Martine Aubry, n'a-t-elle pas la caution de Laurent Fabius, qui milita pour le Non ?

Les trois oligarques nous prennent une fois de plus pour des

imbéciles. Il y a belle lurette que les concessions verbales et les ambiguïtés calculées ne troublent plus notre jugement. Sur les questions relatives à l'Europe, il existe un critère simple qui permet, au moins, d'éliminer plusieurs listes : oui ou non, accepte-t-on le traité de Lisbonne ? Nicolas Sarkozy se vante de l'avoir fait adopter. François Bayrou l'a approuvé à Versailles. Martine Aubry et Ségolène Royal ont fait campagne pour le « *traité constitutionnel* » en 2005. Les choses ont-elles changé depuis lors ? Oui, elles ont empiré car la crise mondiale a ruiné les théories et les pratiques de l'ultra-libéralisme qui est la principale référence du traité de Lisbonne.



Dans une déclaration remarquable, Jacques Sapir et quatorze autres économistes contestent la nouvelle version du « *traité constitutionnel* » et l'hypocrisie de ceux qui critiquent l'ultra-libéralisme et acceptent le texte de Lisbonne (1)

Avec les économistes hostiles au « *dirigisme libéral* », il faut rappeler sans cesse que le nouveau traité :

- précise dans un Protocole que le « *marché intérieur tel qu'il est*

défini à l'article 3 [...] comprend un système garantissant que la concurrence est libre et non faussée » ;

- affirme que la politique budgétaire et monétaire doit être « *conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources* » - thèse depuis longtemps réfutée ;

- interdit « *toutes les restrictions aux mouvements de capitaux* », ce qui donne un bel avenir à la crise financière ;

- astreint la politique industrielle à respecter un « *système de marchés ouverts et concurrentiels* », ce qui limite considérablement les effets de cette politique qui n'est pas encore élaborée ;

- ne reconnaît pas les services publics mais seulement des Services d'intérêt économique général ouverts à la concurrence.

Comme Jacques Sapir et ses collègues, nous souhaitons que la France ouvre une crise politique pour résoudre la crise économique et financière. Il faut refuser le traité de Lisbonne, qui résulte d'un déni de démocratie. Contre la tentation du repli « *souverainiste* », masque du nationalisme autoritaire, il faut selon nous fonder sur le principe confédéral une organisation de l'ensemble du continent européen – au lieu d'exclure de l'Europe la Turquie et la Russie.

Nous sommes pressés. La bureaucratie bruxelloise et les oligarques français nous font perdre notre temps. Bousculons-les !

Bertrand RENOUVIN

(1) Le texte a été intégralement publié dans *L'Humanité* du 30 avril. Il se termine par un appel à soutenir le Front de gauche. Après avis de notre Conseil national, le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste fera connaître sa propre position le 26 mai.

Vous pouvez me retrouver sur mon blog : www.bertrand-renouvin.fr